

Communiqué des parents de Serge (lu lors de la soirée de soutien aux Soulèvements de la terre à Paris)

La menace de dissoudre un des collectifs qui ont appelé à manifester contre les bassines, le 25 mars, est une nouvelle illustration du mépris que ce régime exprime envers quiconque veut faire barrage à la politique qu'il mène au service de la bourgeoisie. Il s'agit en effet pour lui d'accréditer l'idée que les milliers de manifestants présents à Sainte-Soline auraient été des enfants sans aucune autonomie, arrivés là sous l'influence de quelque puissance occulte.

Menacer de dissoudre des structures qui organisent la solidarité contre la répression est un autre reflet de ce mépris consistant à faire croire que les gens eux-mêmes, à la base, sont incapables de s'organiser pour se défendre.

Or c'est tout le contraire qui se passe aujourd'hui en France.

A Sainte-Soline, il n'y a pas eu, d'un côté, les « bleus » et les « noirs » et, de l'autre, les « familles ».

Les dizaines de milliers de personnes participant à cette manifestation interdite savaient que les plus mobiles se trouveraient dans le cortège chargé d'ouvrir le chemin vers la bassine, et nul ne dissociait les « non-violents » des « violents », les « bons » manifestants des « mauvais ». La complicité entre les uns et les autres était évidente. Ces dizaines de milliers de personnes ont agi ensemble, chacune selon ses possibilités, contre le modèle capitaliste que représentent les bassines et malgré les menaces de répression émanant de l'Etat. Et elles ont été capables, ensemble, de résister physiquement au bras armé de cet Etat.

La violence a été du côté des forces de l'ordre, qui ont visé l'ensemble des manifestants.

Les 200 blessés de Sainte-Soline – dont notre fils Serge et Mickaël, les plus gravement atteints – ne sont pas le résultat d'une « mauvaise gestion de l'ordre », d'erreurs de tel ou tel, ou simplement le fruit du hasard. Le responsable de ces 200 blessés, c'est un Etat qui a pour seul objectif, dans la période actuelle, de mettre à genoux toute contestation sociale afin de mieux gérer l'exploitation du travail dans les années à venir, face à la crise que connaît le capitalisme pour se perpétuer.

La répression policière et juridique est omniprésente et se répand comme la misère sur le pauvre monde, mais nous ne nous laisserons pas enfermer dans un combat contre cette répression qui accaparerait tous nos espaces et notre vision de la vie. Car notre monde, c'est aussi celui de la lutte, et la lutte c'est la fête. La fête, ce sont les barbecues des gilets jaunes sur les ronds-points ; ce sont les cris et les chants lors des manifestations contre la réforme des retraites ; c'est l'expression créative et colorée que peuvent avoir les manifestations des femmes ou des homos ; ce sont les grèves ou les occupations dans lesquelles les salariés se découvrent sur leur lieu de travail ; ce sont les blocages joyeux de routes ou de lycées...

Contre la répression, ces espaces de lutte et de fête témoignent que le monde doit changer de base, et que nous avons en nous, dès maintenant, la capacité d'y parvenir en les mettant en valeur et en les élargissant.

Nous n'avons besoin d'aucune « figure » ou d'aucun parti pour nous indiquer la voie à suivre tout en nous prenant par la main.

Nous maintiendrons notre union dans un même combat contre l'aménagement capitaliste du territoire, et notre solidarité contre la répression. On ne tue pas un mouvement en déclarant dissoutes certaines de ses structures ou en les interdisant. Dissolution ou interdictions ne changeront donc rien.

Et nous ne céderons pas aux palinodies de partis politiques qui cherchent encore à parler en notre nom alors qu'ils ne représentent plus grand-chose.

C'est en nous que nous devons avoir confiance pour repousser l'assaut de l'Etat policier, comme celui d'une extrême droite à l'affût.

Les parents de Serge,
le 12 avril 2023

Merci de diffuser ce communiqué le plus largement possible.